

Rechercher

OK

ACTUALITÉ

CULTURE

FAMILLE

ETHIQUE

SOLIDARITÉ

RELIGION

URBI ET ORBI

France | Europe | Afrique | Monde | Economie & Entreprises | Sport

Vidéos | Blogs | Rss | Ebook | Aide

Archives > 2015-04-14

Église en mouvement

Les chrétiens appelés à s'engager pour humaniser l'économie

Un collectif d'associations chrétiennes publie une brochure, invitation à réfléchir et à agir pour un meilleur encadrement des multinationales.

14/4/15 - 00 H 00

À quoi sert l'économie ? Pour répondre à la question, vertigineuse, un collectif d'associations chrétiennes (1) invite à se tourner vers la pensée sociale de l'Église comme on consulterait une boussole. Dans cette optique, elles viennent d'éditer un petit fascicule, diffusé gratuitement à 60 000 exemplaires (et téléchargeable sur le site de chacune des associations) dont le titre *L'Économie au service de l'humanité* donne le ton du programme. Son sous-titre, *Au nom de leur foi, des chrétiens s'engagent pour un meilleur encadrement des multinationales*, mérite sans doute une explication.

Il ne s'agit pas « de se tourner contre les entreprises. Pas plus contre le profit ni l'usage de l'argent en tant que tel », soulignent en préambule les auteurs de la brochure. « Il s'agit avant tout de réaffirmer que la foi n'est pas une mystique désincarnée et que la religion ne peut être reléguée à la stricte intimité. Au nom de la Bonne Nouvelle de Jésus, les chrétiens sont appelés à travailler à un monde plus juste, plus solidaire, orienté vers la fraternité et le respect de la dignité de chacun », ajoute le P. André Talbot, prêtre du diocèse de Poitiers et membre de Justice et Paix France.

Le message n'est certes pas neuf, mais a besoin d'être perpétuellement adapté aux nouvelles réalités. Quelques chiffres permettent de prendre la mesure des mutations induites par la mondialisation. « Aujourd'hui, l'économie mondiale est dominée par 82 000 entreprises transnationales qui, à travers leurs 800 000 filiales, emploient 69 millions de personnes pour un chiffre d'affaires de 28 000 milliards de dollars, soit la moitié du PIB mondial », rappelle Bernard Pinaud, délégué général du CCFD-Terre solidaire.

Or, face à la montée en puissance de ces « géants », contrôlés par un actionnariat qui défend trop souvent ses intérêts de court terme au détriment du bien commun et d'un développement durable, le droit, lui, n'a que peu évolué pour éviter les excès et les dérives. « D'où l'intérêt et l'urgence de fixer un nouveau cadre législatif à leurs activités, et de se mobiliser en tant que consommateurs, épargnants, citoyens, là où nous sommes, de manière individuelle ou collective », souligne Véronique Fayet, présidente du Secours catholique.

« En groupes, en mouvements, en paroisses, les chrétiens doivent débattre de ces questions et sortir du sentiment d'impuissance qu'elles peuvent parfois susciter », plaide Jean Merckaert, du Ceras. « Lorsqu'ils se mobilisent, leur voix portent et les choses bougent. Il n'y a pas de fatalité. »

(1) Éthique et Investissement, Action catholique des milieux indépendants, Action catholique ouvrière, CCFD-Terre solidaire, Centre de recherche et d'action sociales, Délégation catholique pour la coopération, Justice et Paix, Secours catholique.

D'ABBUNDO Antoine

14/4/15 - 00 H 00